

Québec solidaire : "*La santé publique passe avant la politique*" alors qu'elle l'est Se lève la critique du peuple travailleur contre le « père » de la nation

Québec solidaire n'avait-il pas aussitôt « *garanti au premier ministre sa pleine et entière collaboration* » en proclamant que « *[l]a santé publique passe avant la politique* » qu'il devait se renier, sous la pression de plusieurs de ses membres et de la militance du logement, pour dénoncer publiquement la Régie du logement qui voulait poursuivre les expulsions durant le temps du confinement. Ce n'était que le début du commencement de la résistance populaire à la politique anti covid-19 de la CAQ et des Libéraux fédéraux à l'encontre du Premier ministre Legault qui tente de se camper comme le père protecteur de la nation alors que que le Québec n'en est qu'au début de la progression de la courbe exponentielle de la covid-19. Le faible nombre de cas confirmés ne reflète en rien la réalité mais la paucité de la quantité de tests effectués et confirmés dont le processus est au départ englué dans le goulot d'étranglement du système téléphonique de référence. Pourtant ces tests et leur suivi sont cruciaux pour la suite des choses (New York Times : [9 essential Lessons on Fighting Coronavirus From Around the World](#), 20/03/2020).

Déjà la digue du mécontentement populaire coule de maintes brèches. Les camionneurs au long cours, fonction vitale pour l'approvisionnement alimentaire, font état de la fermeture de leurs relais de repos qui en plus devraient être sanitaires. Les chauffeurs d'autobus, pour éviter les contacts rapprochés, ont obtenu l'entrée par la porte arrière ce qui automatiquement se traduit pas la gratuité au moins du transport par bus, ce qui devrait être célébré et servir de plateforme de revendication de la gratuité de tout le transport public et sa pérennisation post-pandémie. Les mises à pied massives se multiplient entraînant l'engorgement des bureaux de l'assurance-chômage, pardon emploi, sur fond d'une politique de compensation au cheminement obscur et patient pour ceux et celles non admissibles et loin du 100% tellement les sommes engagés sont chiches et trompeuses même aux yeux de critiques modérés (Jim Stanford, [Federal Support Package: The Pros, the Cons, and the Next Shoe to Drop](#), 18/03/20). Ça va faire beaucoup de monde pour tenir compagnie aux bénéficiaires (sic) du bien-être (re-sic) social déjà en partant au bas de l'échelle dans un angoissant chaos.

Quelle belle occasion pour les gouvernements fédéral et québécois pour avancer leurs pions anti-populaires. Ottawa, contre la loi internationale, refoulera les réfugiées dit illégales passant par le chemin Roxham. Celui du Québec jette au panier (temporairement) la convention collective du secteur de l'éducation, alors que le corps professoral au chômage forcé ne demande pas mieux que de s'entendre avec lui pour accomplir des tâches urgentes en tenant compte des situations particulières créées par exemple par la présence des jeunes enfants à la maison. Pour en rajouter, voici que la CAQ joue au chat et à la souris avec l'ensemble du secteur public au sujet des négociations pour les conventions collectives qu'il voudrait soudainement conclure à la va-vite après avoir voulu les interrompre avec l'accord des directions syndicales. Et que dire de la générosité gouvernementale envers les entreprises, pour leur plus grande satisfaction, où se mêlent le soutien nécessaire aux PME pour éviter leur banqueroute mais sans condition sur le non-congédiement, et celui des grandes entreprises pétrolières, automobiles, hôtelières pleines aux as de réserves jamais investies dont certaines sont prêtes à une reconversion temporaire certes bienvenue — par exemple pour fabriquer des ventilateurs et fournir des chambres qui très probablement manqueront au sommet de la crête — mais oh combien lucrative alors que s'effondrent leurs marchés.

Et le parti censé représenter les intérêts de la grande majorité populaire contre le patronat et ses partis gouvernementaux se tairait devant une telle asymétrie face à la pandémie se transformant en crise économique de grande ampleur ? Il est pathétique que pour sauver les apparences Québec solidaire demande un moratoire sur le remboursement de la dette étudiante après que les gouvernements fédéral et ontarien l'aient fait et que même les banques aient déclaré un sursis de 6 mois sur les paiements hypothécaires. Mais peut-être ne faut-il pas désespérer. Les arrêts de travail spontanés des travailleurs de la construction face au manques sanitaires des chantiers ont forcé la main des directions syndicales ce qui a forcé celle Solidaire à revendiquer qu'il faut, si nécessaire, « *arrêter les chantiers problématiques une semaine ou deux pour les mettre aux normes* ». On en est presque ému. Pourquoi ne pas revendiquer l'arrêt complet de toutes les productions et services non utiles à l'immédiate reproduction sociale, et souvent carrément inutiles, la compensation à 100% du salaire tout en mettant sur pied avec le concours des organisations syndicales et populaires tout le soutien sanitaire et social à la population malade et en confinement à commencer par celle âgée et seule dévorée par l'anxiété ? Et si le parti se servait de l'Internet pour se réunir pour en débattre, jusqu'à faire un CN, au lieu de fermer boutique ?

Marc Bonhomme, 18 mars 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca